

RDCongo/Crise

L'ultimatum des évêques

AFP
Kinshasa/RDCongo

Arbitre des négociations, la Cenco intime à la classe politique de trouver un accord "avant Noël"

LES évêques catholiques de la République démocratique du Congo ont adressé hier un ultimatum aux hommes politiques du pays, les pressant de s'entendre "avant Noël" sur une voie de sortie de la crise provoquée par le maintien au pouvoir du président Joseph Kabila.

La Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) "n'est pas disposée à des prolongements indus et à des manœuvres dilatoires", a déclaré son président, Mgr Marcel

Utembi, à la reprise des négociations arbitrées par l'Église. "Notre souhait est de clôturer avant Noël. Si les acteurs politiques et de la société civile n'arrivent pas à un compromis à cette échéance, à faire des concessions pour une gestion consensuelle de la période transitoire, la Cenco en tirera toutes les conséquences qui s'imposent", a-t-il ajouté.

La RDC a connu mardi, jour du terme du mandat du président Kabila, une journée de violences liées à la contestation de son maintien au pouvoir au-delà du terme de son mandat.

Selon un "bilan provisoire" donné à la presse par le chef du Bureau conjoint des Nations unies pour les droits de l'Homme en RDC (BCNUDH), José Maria Aranaz, 19 personnes ont été tuées mardi à



Photo : AFP

L'ultimatum des évêques intervient au lendemain d'une journée de violence qui a fait entre 11 et 19 morts, dont 9 dans la seule capitale Kinshasa.

Kinshasa, Lubumbashi (Sud-Est) et Matadi (Ouest), et 45 autres blessées.

Selon les autorités, il y a eu onze morts : neuf dans la capitale et deux à Lubumbashi. Le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, a mis au défi quiconque de prouver que le bilan officiel des morts à Kinshasa n'était pas

conforme à la réalité.

L'Église catholique a joué un rôle majeur dans l'ouverture démocratique de la décennie 1990 en RDC pendant les dernières années du règne du dictateur Mobutu Sese Seko, renversé en 1997 par Laurent-Désiré Kabila, père de l'actuel président congolais. Elle jouit en RDC d'une au-

dience sur les questions politiques qui dépasse largement le cercle de ses fidèles, qui représentent environ 40% de la population.

• **L'appel du pape.** Le pape François a appelé hier les Congolais à être des "artisans de la paix", alors que des affrontements ont fait mardi en République démocratique du Congo au moins onze morts.

• **Paris évoque la possibilité de nouvelles sanctions de l'UE.** Le ministre français des Affaires étrangères Jean-Marc Ayrault envisage de réclamer de nouvelles sanctions européennes contre le président congolais Joseph Kabila qui se maintient au pouvoir malgré l'expiration de son mandat, a rapporté hier le porte-parole du gouvernement Stéphane Le Foll.

Gambie/Trois semaines après la présidentielle

Jammeh refuse de quitter le pouvoir avant une décision de justice

AFP
Banjul/Gambie

Aux yeux du président sortant, l'investiture d'Adama Barrow, déclaré vainqueur du scrutin, n'aura pas lieu à la date du 19 janvier, comme le préconise la Cédéao.

YAHYA Jammeh, qui a dirigé la Gambie 22 ans et conteste sa défaite à l'élection présidentielle du 1er décembre, a affirmé qu'il ne quitterait pas le pouvoir avant une décision de la justice sur sa demande d'annuler le scrutin, dans une déclaration télévisée mardi soir.

"Je ne partirai pas" tant que la justice n'aura pas tranché, la Cédéao "essaie de me pousser dehors, cela n'arrivera pas", a affirmé M. Jammeh en assurant que l'investiture d'Adama Barrow, déclaré vainqueur du scrutin du 1er décembre, n'aurait pas lieu le 19 janvier comme le pré-

conise cette organisation régionale Cédéao, qui le presse de quitter le pouvoir.

M. Jammeh s'exprimait lors d'une rencontre avec des délégués de la Fédération des barreaux africains diffusée par la télévision publique gambienne tard mardi soir, et dont l'AFP a visionné un enregistrement hier.

Il est longuement revenu sur sa décision initiale de reconnaître, dès le 2 décembre, la victoire d'Adama Barrow, qu'il avait appelé devant les caméras pour le féliciter, puis son revirement une semaine plus tard, le 9 décembre, en dénonçant notamment des erreurs commises par la Commission électorale indépendante (IEC) et des intimidations de ses partisans.

Le 13 décembre, son parti a saisi la Cour suprême pour demander l'annulation des résultats accordant la victoire à l'opposant Adama Barrow avec quelque 19 000 voix d'écart sur lui. Un re-



Photo : AFP

Le président gambien sortant, Yahya Jammeh : " Je ne partirai pas" tant que la justice n'aura pas tranché.

cours introduit le jour même où la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao, 15 pays) a dépêché à Banjul une mission de quatre chefs d'Etat pour le convaincre de céder le pouvoir, sans succès.

La situation en Gambie a de nouveau dominé le sommet de la Cédéao tenu le 17 décembre à Abuja, à l'issue duquel l'organisation a redemandé à Yahya Jammeh de reconnaître les résultats du scrutin et de ne pas compromettre un transfert pacifique du pouvoir à Adama Barrow.

Lors de ce sommet, les dirigeants ouest-africains ont aussi décidé de "garantir la sécurité et la protection" d'Adama Barrow et de se rendre à Banjul pour son investiture le 19 janvier, à l'expiration du mandat de Yahya Jammeh, "conformément aux dispositions de la Constitution gambienne".

"La délégation de la Cédéao est venue ici, et je lui ai expliqué" la situation, "documents" à l'appui, a affirmé Yahya Jammeh, dans ses habitudes boubou, écharpe et chéchia blancs mais les traits visiblement plus tirés que lors de ses précédentes apparitions publiques.

A Abuja, a-t-il poursuivi, « ils

ont dit à mon représentant que "Jammeh doit partir" et que le 19 janvier, tous les chefs d'Etat de la Cédéao seront à Banjul pour assister à l'investiture du président élu », ce qui est selon lui une violation des textes de l'organisation sur la non-ingérence dans les affaires intérieures de ses Etats membres.

"Et la Cédéao essaie de me pousser dehors. Cela n'arrivera pas. Tant que la Cour n'aura pas rendu sa décision sur cette affaire, il n'y aura pas d'investiture le 19 janvier. Et nous verrons ce que la Cédéao et les grandes puissances derrière elle pourront faire", a-t-il soutenu.

"Je ne serai intimidé par aucune puissance dans ce monde. Je veux m'assurer que justice soit rendue", a-t-il encore dit, estimant que la seule manière pour ce faire "est d'organiser de nouveau une élection, afin que chaque Gambien vote. Et c'est la seule manière de résoudre cette affaire pacifiquement et équitablement".

Chine-Sao Tomé et Príncipe/Diplomatie

Pékin arrache l'archipel au club des Etats pro-Taïwan

AFP
Pékin/Chine

PEKIN est parvenu à arracher le petit Etat africain de Sao Tomé et Príncipe au club de la vingtaine de pays qui entretiennent des relations diplomatiques avec Taïwan, au moment où Donald Trump fait remonter la tension entre les deux gouvernements rivaux.

Sao Tomé (200 000 habitants) a annoncé dans un communiqué mardi soir qu'elle reconnaissait désormais "le principe de l'existence d'une seule Chine, représentée en droit international par la République populaire de Chine".

Par conséquent, le gouvernement "a décidé à compter de cette date de rompre formelle-

ment les relations diplomatiques avec Taïwan", ajoute le communiqué du cabinet du Premier ministre publié sur le site d'information Tela Non.

"Nous nous félicitons du retour de Sao Tomé et Príncipe sur la juste voie du principe de la Chine unique", a réagi hier le ministère chinois des Affaires étrangères sur son site internet.

Taïwan, officiellement dénommé "République de Chine", est politiquement séparé de la République populaire de Chine depuis la prise du pouvoir par les communistes à Pékin en 1949. Au nom du "principe de la Chine unique", Pékin interdit à ses partenaires d'entretenir des relations diplomatiques avec l'île, qu'il considère comme une de ses provinces destinée à retourner dans son giron.

La décision de Sao Tomé ramène à 21 le nombre d'Etats qui entretiennent des relations avec Taïwan, dont le Vatican et deux pays africains, le Swaziland et le Burkina Faso. Les autres sont des petits pays d'Amérique centrale, des Caraïbes ou du Pacifique.

A Taïpei, le ministre des Affaires étrangères David Lee a qualifié la décision de Sao Tomé d'"irréfléchie" et a précisé que Taïwan fermerait son ambassade sur place et mettrait fin à tous ses projets de coopération avec l'île africaine.

Sao Tomé exigeait une somme "astronomique" d'aide financière, a ajouté le ministre lors d'une conférence de presse, disant se refuser à rentrer dans "des jeux d'argent".

Pays pauvre dépendant de l'aide extérieure, Sao Tomé

négoce la conclusion d'un crédit de 30 millions de dollars (19,6 milliards de francs) avec une société de la République

populaire de Chine basée à Hong Kong, China International Fund Limited, selon le site Tela Non.

C'est arrivé...

Un routier meurt à la suite d'une erreur de GPS

UN routier allemand est mort l'autre jeudi en Autriche à la suite d'une erreur de programmation de son système de navigation GPS qui l'a conduit dans une impasse, a-t-on appris le lendemain auprès de la police.

Coincé dans une venelle en forte pente dans laquelle il s'était engagé par erreur avec son semi-remorque, le routier âgé de 61 ans a été écrasé par son véhicule alors qu'il venait de quitter celui-ci pour chercher de l'aide. L'enquête devait établir s'il avait oublié de tirer le frein à main, ou si celui-ci a lâché.

Le routier avait mal programmé son GPS, ce qui l'avait conduit dans cette impasse à Bad Aussee, dans le centre de l'Autriche, selon la police.

... Bad Aussee (Autriche)

L'Afrique en bref

• **Burkina Faso/Deuil.** Funérailles des 12 soldats tués dans le nord

Les funérailles de douze soldats burkinabé tués le 16 décembre dans une attaque islamiste à Nassoumbou, dans le nord du pays, se sont déroulées mardi en présence d'environ 2 000 personnes dont un parterre de hauts gradés et de responsables politiques.

• **Côte d'Ivoire/Législatives.** Le RDHP sans coup férir

La coalition soutenant le président Alassane Ouattara a obtenu la majorité absolue aux législatives du 18 décembre, a annoncé mardi la Commission électorale indépendante (CEI). Le RDHP (coalition au pouvoir) a obtenu 167 sièges sur 227 au scrutin marqué par une faible participation étant de 34,10%.

• **Libye/Jihadistes.** Armée américaine : opération terminée

L'armée américaine a officiellement terminé son opération contre le groupe Etat islamique dans la ville de Syrte, ancien bastion des jihadistes en Libye, ont indiqué mardi des responsables américains. Le Pentagone avait lancé le 1er août cette opération pour aider les forces locales à chasser les extrémistes islamistes de cette ville côtière.

• **Sénégal-Tchad/Justice.** Le procès en appel de Habré s'ouvrira le 9 janvier

Le procès en appel de l'ancien président tchadien His-sène Habré, condamné en mai 2016 à la prison à vie pour crimes contre l'humanité par un tribunal spécial africain à Dakar, s'ouvrira le 9 janvier, a-t-on appris mardi de sources judiciaires.

A travers le monde

• **Israël/Politique.** L'ex-président Katsav est sorti de prison



Photo : AFP

L'ex-président israélien Moshé Katsav, qui purgeait depuis 2011 une peine de sept ans pour viols, est sorti hier de prison, en vertu d'une libération anticipée, a constaté un photographe de l'AFP.

• **Mexique/Explosion.** 31 morts près de Mexico

Une explosion sur le plus grand marché de feux d'artifice du Mexique a fait au moins 31 morts et 72 blessés mardi à Tultepec, près de Mexico, ont déclaré les autorités mexicaines.

• **Syrie/Conflit.** Quatre soldats tués dans le nord par l'EI

Quatre soldats turcs ont été tués dans des affrontements hier avec le groupe Etat islamique à Al-Bab, ville du nord de la Syrie tenue par les jihadistes qui y opposent une farouche résistance, selon l'agence Anadolu.